

# Pas seulement l'agriculture

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1974)**

Heft 263

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1026395>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

voir, dans le cadre d'un système fiscal ou de péréquation financière, un nouveau mécanisme de compensation en faveur des régions pauvres. Ne pas voir là un « cadeau » des zones riches ! Il suffit de rappeler l'importance de l'épargne et de la main-d'œuvre qui sont drainées des régions retardées vers les grandes agglomérations. La création d'un fonds d'investissement national serait de nature à favoriser l'implantation d'activités économiques dans ces régions défavorisées. Une politique de développement régional implique également une politique régionale des transports : cette dernière tend actuellement à concentrer ses grands travaux, notamment routiers, à la périphérie immédiate des grandes agglomérations (de telles priorités sont sans conteste à

l'origine d'une augmentation des disparités économiques régionales).

Le développement économique des régions de montagne nécessite donc une politique régionale plus audacieuse, et surtout concernant l'ensemble du pays. Evidemment, du fait du fédéralisme suisse, il faudra faire preuve d'imagination !

Dans ce sens, on peut se demander pourquoi la Confédération a décidé de limiter son aide aux régions de montagne. Sans doute, la plupart de celles-ci connaissent un développement économique insuffisant par rapport à la moyenne nationale. Mais il existe en Suisse de nombreuses régions qui, pour ne pas être situées en zone de montagne, n'en connaissent pas moins des

difficultés économiques et démographiques. Or, ces régions ne sont pas mises au bénéfice des nouvelles mesures prévues par la Confédération. La raison d'un tel choix est-il économique ? Certes, les moyens financiers de la Confédération sont réduits ; mais, il ne faut pas oublier que l'aide fédérale prendra la forme d'un fonds de roulement, les montants investis étant récupérés ultérieurement. Il n'y a là rien qui puisse compromettre l'équilibre des finances fédérales ! Alors, ce choix ne s'explique-t-il pas par des raisons politiques : limiter la politique de développement régional à la partie montagneuse du pays, n'est-ce pas le prix payé pour garder l'appui des milieux politiques des régions développées ?

## Pas seulement l'agriculture

En général, une exploitation de montagne ne réalise que 60 à 70 % du revenu d'une exploitation de plaine (selon les statistiques de l'OCDE, « La Politique agricole suisse », Paris 1973). Malgré cette disparité, le nombre des exploitations abandonnées entre 1955 et 1965 a été relativement plus important dans les plaines que dans les montagnes (respectivement 37 000 et 6300, soit 27 % contre 10 % seulement).

Les agriculteurs de montagne semblent éprouver plus de difficultés pratiques et psychologiques à prendre un emploi non agricole, probablement parce que, dans la plupart des cas, cela implique que la famille logée à la ferme devra s'installer en ville. Toutefois, d'après des chiffres récents, on constate que de 1965 à 1969, 11 % (6700) des exploitations de montagne ont disparu contre 6,5 % (6300) des exploitations de plaine (un tiers environ des terres cultivées et 37 % de l'ensemble des exploitations agricoles se trouvent en montagne, selon les définitions en vigueur jusqu'ici les régions de montagne commençant entre 300 et 900 mètres d'altitude, couvrant environ 65 % du pays, mais ne regroupant pas plus de 13 % de la population suisse en 1960).

On admet que la production laitière est, en fait d'agriculture, la branche d'exploitation qui, sur les sols naturels, est la mieux adaptée aux zones de montagne ; toutefois, une vache fournit en montagne 500 à 600 kg de lait de moins que dans les autres régions (marge qui ne disparaîtra pas complètement malgré l'amélioration des conditions d'alimentation et d'élevage du bétail).

La nouvelle loi fédérale sur l'aide en matière d'investissements dans les régions de montagne vient donc compléter les diverses mesures prises depuis longtemps en faveur de la seule agriculture de montagne. Les aides spéciales à celle-ci visaient surtout à réduire les coûts de production (les achats de certains outils et de machines agricoles sont subventionnés aussi bien

par la Confédération que par les cantons : l'agriculteur de montagne ne paie que 60 à 70 % du prix d'achat normal pour les machines et outils agricoles); existent aussi des plans de portée plus générale, telle la loi fédérale sur l'amélioration des conditions d'habitat dans les zones de montagne, telles des dispositions d'ordre social qui prévoit un régime d'allocations familiales (dont la moitié des bénéficiaires était des petits exploitants de montagne à fin 1970).

Toutes dispositions qui n'ont bien sûr pas contribué à différencier les ressources des régions de montagne (considérées d'ailleurs comme peu industrialisables en raison du coût exceptionnellement élevé des transports et de tous les investissements d'infrastructure), mais qui ont culminé à une somme de 100 millions il y a trois ans, répartis selon les chapitres suivants :

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Subventions à l'exploitation *	10,7	10,8	11,0	11,1	10,8	11,1	10,5
Subventions pour l'achat de machines *	3,0	3,5	3,5	4,0	4,0	5,0	5,0
Frais des détenteurs de bétail bovin *	36,8	37,1	36,9	43,5	42,6	42,3	85,0

\* En millions de francs (source : OCDE).